



# **PARTI de la REVOLUTION SOCIALISTE**

## **COMMUNIQUE**

Après trois mois d'atermoiements, les autorités algériennes viennent d'annoncer officiellement la «vacance du pouvoir». Misant sur la lassitude de l'opinion, le régime a voulu gagner du temps pour régler «la succession» à l'insu de tous. Mais les problèmes demeurent posés dans les mêmes termes :

1 - Le «Conseil de la Révolution» n'a pas plus de légitimité aujourd'hui qu'hier. Né d'un coup de force, vidé par les liquidations et les limogeages, réduit à quelques personnages discrédités et profondément divisés, il ne peut prétendre régenter le pays contre la volonté des Algériens.

2 - La solution «constitutionnelle» (intérim Bitat, congrès du FLN, désignation d'un nouveau «président») ne peut au mieux que retarder de quelques jours ou quelques semaines l'éclatement des conflits au sommet. Mises en place au moyen d'élections truquées, les institutions n'ont pas la représentativité qui leur permettrait de s'imposer aux clans et clientèles qui constituent la réalité du pouvoir. Elles ne sont que l'habillage du fragile équilibre réalisé entre les différentes forces qui se disputent le pouvoir. Boumedienne mort, cette construction vole en éclats et les véritables rapports de force ne tarderont pas à se manifester en risquant de dégénérer en graves affrontements.

3 - Le problème de la succession de Boumedienne — pas plus d'ailleurs que les bilans triomphalistes qui ne manqueront pas d'être publiés après sa mort — ne peut faire oublier qu'il s'agit d'abord de résoudre les problèmes sérieux qui se posent aux Algériens :

- La ruine de l'agriculture avec comme conséquences les pénuries et la vie chère, la dépendance alimentaire du pays.
- l'échec de l'industrialisation qui n'a été en mesure ni de résoudre le grave problème du chômage, ni de répondre aux besoins du pays.
- la dégradation des conditions de vie de la grande masse des Algériens : bas salaires et conditions d'hygiène et de travail désastreuses, manque de logements et prolifération des bidonvilles, mauvaises conditions sanitaires, médiocrité du système scolaire etc....
- le développement du pillage des ressources nationales et de la pénétration étrangère (notamment U.S.) dans des secteurs clés de l'économie comme les hydrocarbures.
- la crise idéologique au sein de la société algérienne qui se manifeste par l'indifférence des Algériens à l'égard de tout ce qui vient du sommet, par l'appréhension des travailleurs, le désarroi de la jeunesse, l'angoisse des étudiants, l'inquiétude des émigrés.

Tous ces problèmes ne peuvent trouver de solution dans le cadre du régime actuel et de ses mœurs politiques. C'est pourquoi personne, excepté ceux qui en profitent, ne veut de la continuité du régime.

Il faut donc un CHANGEMENT, mais pas seulement au niveau des personnes. Au delà du problème du remplacement d'un homme qui a réussi à concentrer entre ses mains des pouvoirs exorbitants, ce qu'il faut c'est un CHANGEMENT AU NIVEAU DU SYSTEME POLITIQUE ET DES INSTITUTIONS.

Cette question ne doit pas être escamotée par des intrigues de coulisses, des combinaisons de sommet ou des déclarations de personnalités cherchant à se placer. Elle doit être débattue PUBLIQUEMENT ET PAR TOUS.

**C'EST DE CE DEBAT PUBLIC SUR DES PROGRAMMES POLITIQUES ET DES PROPOSITIONS CONCRETES, LIBREMENT DEFENDUS PAR DES FORMATIONS POLITIQUES LEGALES, EXPRIMANT LA DIVERSITE DES COURANTS DE PENSEE, SANCTIONNES PAR DES SCRUTINS LIBRES QUE POURRONT SORTIR DES ORIENTATIONS VOULUES, DECIDEES ET APPLIQUEES PAR LE PEUPLE.**

Le P.R.S., pour sa part, a proposé dès le mois d'octobre 1978 un «PLAN EN CINQ POINTS POUR IMPOSER UNE SOLUTION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE» sur la base d'un «PACTE NATIONAL POUR LES DROITS CIVIQUES, POLITIQUES ET ECONOMIQUES» qui permette :

- de garantir les droits et libertés pour tous les citoyens sans aucune restriction,
- de mettre en place des institutions démocratiques à tous les niveaux
- de préserver l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale du pays,
- de réorienter l'économie dans le sens des intérêts des masses populaires et de la résolution de leurs problèmes quotidiens.

**SEULE UNE TELLE SOLUTION PEUT BARRER LA ROUTE AUX PARTISANS DE LA CONTINUITÉ ET REDONNER L'INITIATIVE AUX MASSES POPULAIRES !**

Le 27 Décembre 1978.